ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 1er mars 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un Commissariat général au tourisme", a donné le 30 avril 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e maart 1963 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor Toerisme", heeft de 30e april 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté royal en projet qui ne comporte que vingt articles, est divisé en six chapitres, eux-mêmes subdivisés; le Conseil d'Etat est d'avis que ces divisions doivent être supprimées.

Le sous-titre B du Chapitre III est intitulé dans le projet "Les Conseils subordonnés". Cette dénomination paraît inexacte : la subordination implique, en effet, une idée de dépendance hiérarchique et celle-ci ne semble pas exister, dans le cas des conseils dont il s'agit, vis-à-vis du conseil supérieur. Le Conseil d'Etat propose donc de remplacer cette dénomination par celle de "conseils régionaux" et de se servir de cette qualification aux articles 5, 6, 11 et 15.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Le projet soumis au Conseil d'Etat est intitulé : "Projet d'arrêté royal portant création ... "

Le Commissariat général au tourisme ayant créé par l'arrêté royal du 26 janvier 1939, le Cons d'Etat propose de rédiger l'intitulé comme suit : "Arrêté royal réorganisant le Commissariat général tourisme".

.../..

Préambule.

Au premier alinéa, la mention de "l'article 66, alinéa 2 de la Constitution" doit être omise.

Il conviendrait de mentionner l'arrêté-loi du 11 février 1946, à la suite de l'arrêté royal n°197 du 26 août 1935 :

"Vu l'arrêté-loi du 11 février 1946 conférant au Commissariat général au tourisme l'application et l'exécution de l'arrêté royal du 26 août 1935 sur le statut de l'hôtellerie;".

L'arrêté royal du 23 janvier 1951 ne constitue pas le fondement légal du projet, il y a lieu d'en omettre la mention.

Eu égard à l'article 17 du projet, il y a lieu de recueillir :

1° l'accord du Ministre des Finances (article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

2° l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (article 8 du même arrêté).

En vertu de l'article 24 du même arrêté du 5 octobre 1961, la mention de ces accords devra être faite au préambule avec indication de leur date.

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'alinéa 1er de cet article porte : "Il est créé au Ministère des Communications ... un Commissariat général au tourisme". Il y a lieu de modifier ce texte en tenant compte de l'observation formulée au sujet de l'intitulé du projet.

Le 2° du même alinéa devrait être mis en concordance avec les termes des lois et arrêtés-lois relatifs aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnés par l'arrêté royal du 9 mars 1951; en conséquence, il faut employer la formule "vacances annuelles des travailleurs salariés".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Article 1er.-

Le Commissariat général au tourisme créé par l'arrêté royal du 26 janvier 1939 a pour mission :

1° de promouvoir ... (la suite comme au projet) ... ;

2° de favoriser, par tous moyens adéquats, l'utilisation saine, récréative et éducative des vacances annuelles des travailleurs salariés et de leur famille".

Il y aurait lieu de commencer le deuxième alinéa ainsi qu'il suit :

"Il a notamment pour attribution ... ", et d'omettre en conséquence la dernière phrase de l'article.

.../...

Le projet prévoit à l'alinéa 2 que le Commissariat général au tourisme a la mission "d'assurer aux nationaux et aux étrangers des conditions avantageuses de transport et de séjour, et notamment d'élaborer, d'adapter, de reviser le statut d'activités professionnelles touristiques (hôtellerie, agences de voyages, guides, etc ... ". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de la seconde partie de cette disposition; si elle a pour objet de conférer au Commissariat général au tourisme un pouvoir réglementaire lui permettant de fixer, en ce qui concerne les modalités d'exercice "d'activités professionnelles touristiques" des règles obligatoires pour les particuliers, elle ne trouve aucun fondement dans la législation actuelle.

Si telle n'était pas la portée du texte, il conviendrait d'en exprimer clairement le sens.

Article 2.

Eu égard à ce que les organes cités dans cet article existent déjà, il est proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"Article 2.-

Il y a auprès du Commissariat général au tourisme :

1° un Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie ... (la suite comme à l'article 2, a.)..;

2° un Conseil supérieur du tourisme social ... (la suite comme à l'article 2, b.) ... ;".

.../...

Article 3.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

Dans les limites de leur compétence, les conseils supérieurs ont pour mission de donner un avis et de formuler des propositions concernant :

1° le programme d'action ... (la suite comme à l'article 3, 1. du projet) ... ;

2° les rapports d'activité annuels ... (la suite comme à l'article 3, 2. du projet)... ;

3° toute question qui leur est soumise par le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions, par leurs présidents respectifs ou par un tiers au moins de leurs membres".

Article 4.

Le texte suivant est proposé pour cet article:

"Article 4.-

Le Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie comprend :

1° un président nommé par Nous, sur la proposition du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions;

2° les présidents des conseils régionaux du tourisme et de l'hôtellerie, qui sont, de droit, vice-présidents du Conseil supérieur;

3° les gouverneurs de province qui n'exercent pas les fonctions de vice-président;

4° les deux-vice-présidents du Conseil supérieur du tourisme social;

5° un fonctionnaire appartenant à l'Administration des transports et un fonctionnaire appartenant à l'administration de la marine et de la navigation intérieure;

6° huit membres nommés respectivement sur la proposition du Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Classes moyennes, du Ministre de l'Education nationale et de la Culture, du Ministre des Finances, du Ministre de la Santé publique et de la Famille et du Ministre des Travaux publics;

7° un membre nommé sur la proposition de la Société nationale des chemins de fer belges;

8° un membre nommé sur la proposition de la Société nationale des chemins de fer vicinaux;

9° un membre nommé sur la proposition de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne;

10° quatre membres nommés sur la proposition de la Fédération nationale de l'hôtellerie belge;

11° quatre membres nommés sur la proposition de la Confédération nationale des unions professionnelles des cafetiers, hôteliers et restaurateurs de Belgique;

12° trois membres nommés sur la proposition des organisations professionnelles des travailleurs de l'hôtellerie;

13° un membre nommé sur la proposition de la Fédération nationale des agences de voyages;

14° un membre nommé sur la proposition du Royal automobile club de Belgique;

15° un membre nommé sur la proposition du Royal touring club de Belgique;

16° un membre nommé sur la proposition du Vlaamse Toeristenbond;

17° un membre nommé sur la proposition du Conseil supérieur de la pêche fluviale et de la pisciculture;

18° un membre nommé sur la proposition de la Commission royale des monuments et des sites;

19° sept membres nommés sur la proposition des associations régionales touristiques les plus représentatives.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, 5° à 19° sont nommées par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions; elles sont choisies de manière à assurer à chaque région linguistique une représentation équitable.

Le mandat du président et celui des membres visés à l'alinéa 1er, 5° à 19°, a une durée de trois ans; il est renouvelable".

+

\+ +

La disposition de l'article 4 en vertu de laquelle une représentation équitable doit être assurée à chaque région linguistique au sein du Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie soulèvera des difficultés dans son application en raison des divergences d'interprétation et d'appréciation qui peuvent exister en ce qui concerne le caractère "équitable" de cette représentation.

Cette même disposition entraînera, d'autre part, certaines conséquences à l'égard des propositions à faire par les Ministres et organisations visées en cet article. Il appartiendra au Ministre ayant le tourisme dans ses attributions de fournir les indications nécessaires à ses collègues et aux organisations intéressées : il pourra notamment leur demanderque, dans la mesure du possible, deux candidats de rôle linguistique différent soient proposés pour chacun des mandats à conférer.

Cela vaut également pour l'article 9 en ce qui concerne le Conseil supérieur du tourisme social.

\+

\+ \+

Le projet n'indique pas comment sera déterminé le caractère le plus représentatif de certains organismes auxquels il accorde un droit de proposition.

Cette remarque vaut pour les articles 6 et 9.

.../...

Article 5.

Pour tenir compte de l'observation générale formulée ci-dessus, l'article 5 doit être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie est assisté par un conseil régional d'expression française et un conseil régional d'expression néerlandaise. La compétence ... (la suite comme à l'article 5 du projet) ...".

Article 6.

Le Conseil d'Etat propose pour cet article la rédaction suivante :

"Article 6.-

Les conseils régionaux comprennent chacun vingt-huit membres, savoir :

1° en ce qui concerne le conseil régional d'expression française, les gouverneurs des provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, lesquels exercent la présidence à tour de rôle, pour un an et dans l'ordre ci-dessus ; en ce qui concerne le conseil régional d'expression néerlandaise, les gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et de Limbourg, lesquels exercent la présidence à tour de rôle, pour un an et dans l'ordre ci-dessus.

.../...

2° un fonctionnaire appartenant à l'Administration des transports et un fonctionnaire appartenant à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure;

3° quatre membres nommés respectivement sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, du Ministre de l'Education nationale et de la Culture, du Ministre de la Santé publique et de la Famille et du Ministre des Travaux publics;

4° un membre nommé sur la proposition de la Société nationale des chemins de fer belges;

5° un membre nommé sur la proposition de la Société nationale des chemins de fer vicinaux;

6° un membre nommé sur la proposition de la Fédération nationale de l'hôtellerie belge;

7° un membre nommé sur la proposition de la Confédération nationale des Unions professionnelles des cafetiers, hôteliers et restaurateurs de Belgique;

8° un membre nommé sur la proposition des associations professionnelles de l'hôtellerie;

9° un membre nommé sur la proposition de la Fédération nationale des agences de voyages;

10° un membre nommé sur la proposition du Royal Automobile Club de Belgique;

11° un membre nommé sur la proposition du Royal Touring Club de Belgique;

12° un membre nommé sur la proposition du Conseil supérieur de la pêche fluviale et de la pisciculture;

.../...

13° un membre nommé sur la proposition de la Commission royale des monuments et des sites;

14° en ce qui concerne le conseil régional d'expression française, sept membres nommés sur la proposition des associations régionales touristiques les plus représentatives; en ce qui concerne le conseil régional d'expression néerlandaise, un membre nommé sur la proposition du Vlaamse Toeristenbond et six membres nommés sur la proposition des associations régionales touristiques les plus représentatives.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, 2° à 14°, sont nommées par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

Leur mandat a une durée de trois ans; il est renouvelable".

Article 7.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Il y a au sein du Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie un comité technique de l'hôtellerie qui comprend :

- les quatre représentants ... (la suite comme à l'article 7 du projet)...;
- les quatre ... (la suite comme à l'article 7 du projet) ...;
- les trois ... (la suite comme à l'article 7 du projet)...

.../...

Article 8.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 8.-

Il y a au sein du Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie une commission mixte d'appel de l'hôtellerie qui comprend :

1° le secrétaire général du département qui a le tourisme dans ses attributions, lequel est de droit président de la commission mixte;

2° le commissaire général au tourisme;

3° un représentant de la Fédération nationale de l'hôtellerie belge;

4° un représentant de la Confédération nationale des Unions professionnelles des cafetiers, hôteliers et restaurateurs de Belgique;

5° un représentant des organisations professionnelles des travailleurs de l'hôtellerie.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, 3°, 4° et 5°, ont chacune un suppléant. Ces personnes et leur suppléant sont nommés par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, sur présentation, par chacun des organismes respectivement intéressés, d'une liste de deux candidats aux fonctions de membre effectif et d'une liste de deux candidats aux fonctions de membre suppléant.

.../...

Les mandats ont une durée de trois ans; ils sont renouvelables.

Aux séances, le président peut se faire remplacer par un délégué qu'il choisit, et le commissaire général au tourisme, par son adjoint. Les membres de la commission peuvent se faire assister d'experts, qui ont voix consultative".

Article 9.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 9 :

"Article 9.-

Le Conseil supérieur du tourisme social comprend :

1° un président et deux vice-présidents nommés par Nous, sur la proposition du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions;

2° les présidents des deux sections du Conseil supérieur d'éducation populaire;

3° les deux vice-présidents du Conseil supérieur du tourisme et de l'hôtellerie;

4° un fonctionnaire appartenant à l'Administration des transports;

5° trois membres nommés respectivement sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail ou du Ministre de la Prévoyance sociale, du Ministre de l'Education nationale et de la Culture et du Ministre de la Santé publique et de la Famille;

.../...

6° douze membres nommés respectivement pour moitié sur la proposition des associations du tourisme populaire créées à l'initiative ou à l'intervention des deux organisations syndicales ouvrières reconnues les plus représentatives;

7° trois membres nommés sur la proposition des organisations syndicales d'employés les plus représentatives;

8° trois membres nommés sur la proposition des organisations patronales les plus représentatives.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, 4° à 8°, sont nommées par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions; elles sont choisies de manière à assurer à chaque région linguistique une représentation équitable.

Le mandat du président, des deux vice-présidents et des membres visés à l'alinéa 1er, 4° à 8°, a une durée de trois ans; il est renouvelable".

\+

\+ +

Article 10.

Pour tenir compte de l'existence actuelle de l'organisme visé par cet article, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

"Article 10.-

Il y a un Comité de coordination des conseils supérieurs ayant pour mission de suivre les travaux de ces conseils et d'examiner, après avoir pris leur avis, les questions qui ressortissent simultanément à leur mission.

Le comité de coordination comprend :

1° le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions;

2° les présidents et vice-présidents des deux conseils supérieurs;

3° le commissaire général au tourisme ou son adjoint.

Article 11.

Il y a lieu de remplacer les mots "et des conseils subordonnés" par les mots "et des conseils régionaux".

Article 12.

Il y a lieu de remplacer les mots "le commissaire général adjoint" par "son adjoint".

Article 13.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Article 13.-

Les conseils et comités peuvent charger une ou plusieurs commissions techniques de l'étude de questions spéciales. Le président et les membres de ces commissions sont choisis au sein du conseil ou du comité intéressé".

Article 14.

Il y a lieu d'omettre le mot "normalement".

Article 15.

Il y a lieu de rédiger cet article ainsi qu'il suit :

"Article 15.-

Les conseils supérieurs et les conseils régionaux élaborent un règlement d'ordre intérieur; ils le soumettent à l'approbation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions".

Article 16.

Au deuxième alinéa de cet article, les mots "ne votent pas mais" devraient être supprimés; en effet, pour constater que tous les membres présents émettent un voeu unanime, il faut nécessairement que les membres se comptent.

.../...

Article 17.

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "ils ont le droit" par les mots "ils ont droit".

Au sujet du remboursement des frais de déplacement, il convient de se référer à des règles existantes, ou, le cas échéant, d'en prévoir de nouvelles afin d'indiquer sur quelles bases ces remboursements seront opérés.

Article 19.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 19.-

L'arrêté royal du 26 janvier 1939 portant création d'un Commissariat général au tourisme, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1951, 6 novembre 1953, 11 janvier 1955 et 3 octobre 1960, est abrogé".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp-koninklijk besluit dat slechts twintig artikelen telt, is verdeeld over zes hoofdstukken die op hun beurt onderverdeeld zijn; de Raad van State is van oordeel dat die onderverdelingen moeten worden geschrapt.

Het opschrift van ondertitel B van hoofdstuk III luidt in het ontwerp : "De ondergeschikte raden". Deze benaming blijkt onjuist : ondergeschiktheid impliceert immers een gedachte aan hiërarchische afhankelijkheid, die, in het geval van de besproken raden, ten opzichte van de hoge raad niet lijkt te bestaan. De Raad van State stelt derhalve voor, die benaming te vervangen door "gewestelijke raden" en deze term in de artikelen 5, 6, 11 en 15 te gebruiken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp luidt : "Ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting ...".

Aangezien het Commissariaat-Generaal voor toerisme is opgericht bij het koninklijk besluit van

.../...

26 januari 1939, stelt de Raad van State voor, het opschrift als volgt te lezen :

"koninklijk besluit tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme".

Aanhef.

In het eerste lid dient de vermelding van "artikel 66, lid 2, van de Grondwet" te vervallen.

De besluitwet van 11 februari 1946 zou moeten worden vermeld na het koninklijk besluit nr 197 van 26 augustus 1935 :

"Gelet op de besluitwet van 11 februari 1946 waarbij aan het Commissariaat-Generaal voor toerisme de toepassing en de uitvoering wordt opgedragen van het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 betreffende het statuut van het hotelwezen;".

Aangezien het koninklijk besluit van 23 januari 1951 geen rechtsgrond voor het ontwerp is, hoeft het niet te worden vermeld.

Wat artikel 17 van het ontwerp betreft moet het akkoord worden gevraagd van :

1° de Minister van Financiën (artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole);

.../...

2° van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt (artikel 8 van hetzelfde besluit).

Krachtens artikel 24 van hetzelfde besluit van 5 oktober 1961 dient naar die akkoorden te worden verwezen met vermelding van hun datum.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt :

"In het Ministerie van Verkeerswezen ... wordt een Commissariaat-Generaal voor toerisme opgericht ...". Deze tekst dient te worden gewijzigd met inachtneming van de opmerkingen over het opschrift van het ontwerp.

De tekst onder 2° van hetzelfde lid dient in overeenstemming te worden gebracht met de terminologie van de wetten en besluitwetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1951. Men gebruike dus de term "jaarlijks verlof der loonarbeiders".

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Het Commissariaat-Generaal voor toerisme opgericht door het koninklijk besluit van 26 januari 1939, heeft tot opdracht :

1° met alle dienstige middelen ... (voorts zoals in het ontwerp) ...;

2° met alle dienstige middelen, het gezond, ontspannend en opvoedend gebruik van het jaarlijks verlof van de loonarbeiders en hun gezin te bevorderen".

Voor het tweede lid wordt de volgende inleidende volzin voorgesteld :

"Het is inzonderheid bevoegd om ...".

De laatste volzin van het artikel moet dan vervallen.

In het tweede lid stelt het ontwerp dat het Commissariaat-Generaal tot opdracht heeft "aan de ingezetenen en de vreemdelingen voordelige vervoer- en verblijfkosten te waarborgen en onder meer het statuut uit te werken, aan te passen en te herzien wat betreft de verschillende beroepsactiviteiten inzake toerisme (hotelwezen, reisbureaus, gidsen, enz...)". De juiste strekking van het tweede gedeelte van die bepaling is de Raad van State niet duidelijk; wordt bedoeld, het Commissariaat-Generaal voor toerisme een verordenende bevoegdheid op te dragen om, wat betreft de wijze waarop "de verschillende beroepsactiviteiten inzake toerisme" worden uitgeoefend, dwingende regels voor particulieren vast te stellen, dan is daarvoor geen rechtsgrond in de huidige wetgeving.

.../...

Heeft de tekst een andere betekenis, dan moet die duidelijk worden aangegeven.

Artikel 2.

Aangezien de in dit artikel genoemde instellingen reeds bestaan, wordt voor artikel 2 de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 2.-

Er zijn bij het Commissariaat-Generaal voor toerisme :

1° een Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen ... (voorts zoals in artikel 2, a) ...;

2° een Hoge Raad voor sociaal toerisme ... (voorts zoals in artikel 2, b) ...".

Artikel 3.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Binnen de grenzen van hun bevoegdheid hebben de Hoge Raden tot opdracht, advies uit te brengen en voorstellen te doen betreffende :

1° het jaarlijkse actieprogramma ... (voorts zoals in artikel 3, 1, van het ontwerp) ...;

2° de jaarlijkse activiteitsverslagen van het ... (voorts zoals in artikel 3, 2, van het ontwerp) ...;

.../...

3° alle kwesties die hun worden voorgelegd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, door hun onderscheiden voorzitters of door tenminste één derde van hun leden".

Artikel 4.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor dit artikel :

"Artikel 4.-

De Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen bestaat uit :

1° een voorzitter door Ons benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort;

2° de voorzitters van de gewestelijke raden voor toerisme en hotelwezen, die van rechtswege ondervoorzitter van de Hoge Raad zijn;

3° de provinciegouverneurs, die het ambt van ondervoorzitter niet uitoefenen;

4° de twee ondervoorzitters van de Hoge Raad voor sociaal toerisme;

5° een ambtenaar van het bestuur van het vervoer en een ambtenaar van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart;

6° acht leden die onderscheidenlijk worden benoemd op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken, van de Minister van Economische Zaken en Energie, van de Minister van Financiën, van de

.../...

Minister van Landbouw, van de Minister van Middenstand, van de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur, van de Minister van Openbare Werken en van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin;

7° een lid benoemd op de voordracht van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

8° een lid benoemd op de voordracht van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;

9° een lid benoemd op de voordracht van de Belgische naamloze vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer;

10° vier leden benoemd op de voordracht van het Nationaal Verbond van het Belgische hotelbedrijf;

11° vier leden benoemd op de voordracht van de Nationale Federatie der Belgische beroepsverenigingen van herbergiers, hotel- en restauratiehouders van België;

12° drie leden benoemd op de voordracht van de beroepsorganisaties der werknemers van het hotelbedrijf;

13° een lid benoemd op de voordracht van de beroepsvereniging der Belgische reisbureaus ;

14° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Automobielclub van België;

15° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Toeringclub van België;

16° een lid benoemd op de voordracht van de Vlaamse Toeristenbond;

17° een lid benoemd op de voordracht van de Hoge Raad voor de riviervisserij en de visteelt;

.../...

18° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen;

19° zeven leden benoemd op de voordracht van de representatieve gewestelijke toeristische verenigingen.

De personen bedoeld in het eerste lid, 5° tot 19°, worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort; zij worden derwijze gekozen dat ieder taalgebied er op billijke wijze vertegenwoordigd is.

Het mandaat van de voorzitter en dat van de leden bedoeld in het eerste lid, 5° tot 19°, duurt drie jaar; het is vernieuwbaar".

\+ +

De bepaling van artikel 4 krachtens welke ieder taalgebied in de Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen billijk vertegenwoordigd moet zijn, zal tot moeilijkheden bij de toepassing aanleiding geven omdat het "billijke" van die vertegenwoordiging op uiteenlopende wijze uitgelegd en beoordeeld kan worden.

Ook ten aanzien van de voorstellen welke de Ministers en de instellingen in dit artikel bedoeld behoren te doen, kan die bepaling gevolgen hebben. Het zal zaak zijn van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, zijn collega's en de betrokken instellingen de nodige aanwijzingen te geven : hij zal hen onder meer kunnen verzoeken, waar dit mogelijk is, voor ieder van de te begeven mandaten, twee kandidaten van een verschillende taalrol voor te dragen.

.../...

Dit geldt ook voor artikel 9, wat de Hoge Raad voor sociaal toerisme betreft.

\+

\+ +

Het ontwerp zegt niet hoe het representatief karakter van sommige instellingen, waaraan het een recht van voordracht toekent, moet worden bepaald.

Die opmerking geldt voor de artikelen 6 en 9.

Artikel 5.

Aansluitend bij de hiervoren gemaakte algemene opmerking stelt de Raad van State voor artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

De Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen wordt door een Nederlandstalige en door een Franstalige gewestelijke raad bijgestaan. De bevoegdheid ... (voorts zoals in artikel 5 van het ontwerp) ...".

Artikel 6.

De Raad van State stelt voor dit artikel, de volgende tekst voor :

"Artikel 6.-

De gewestelijke raden tellen ieder achtentwintig leden, namelijk :

1° wat de nederlandstalige gewestelijke raad betreft, de gouverneurs van de provincies Antwerpen, Brabant, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen die om beurten, voor één jaar en in de hiervoren aangegeven orde het voorzitterschap waarnemen, wat de Franstalige gewestelijke raad betreft, de gouverneurs van de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, die om beurten, voor één jaar en in de hiervoren aangegeven orde het voorzitterschap waarnemen;

2° een ambtenaar van het bestuur van het vervoer en een ambtenaar van het bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart;

3° vier leden onderscheidenlijk benoemd op de voordracht van de Minister van Landbouw, van de Minister van Nationale Opvoeding en van Cultuur, van de Minister van Openbare Werken en van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin;

4° een lid benoemd op de voordracht van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

5° een lid benoemd op de voordracht van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;

6° een lid benoemd op de voordracht van het Nationaal Verbond van het Belgisch hotelbedrijf;

7° een lid benoemd op de voordracht van de Nationale Federatie der beroepsverenigingen van herbergiers, hotel- en restauratiehouders van België;

.../...

8° een lid benoemd op de voordracht van de beroepsverenigingen van het hotelbedrijf;

9° een lid benoemd op de voordracht van de beroepsvereniging der Belgische reisbureaus ;

10° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Automobielclub van België;

11° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Touringclub van België;

12° een lid benoemd op de voordracht van de Hoge Raad voor de riviervisserij en de visteelt;

13° een lid benoemd op de voordracht van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen;

14° wat de Nederlandstalige gewestelijke raad betreft, een lid benoemd op de voordracht van de Vlaamse toeristenbond en zes leden benoemd op de voordracht van de representatieve gewestelijke toeristische verenigingen; wat betreft de Franstalige gewestelijke raad ., zeven leden benoemd op de voordracht van de representatieve gewestelijke toeristische verenigingen.

De personen bedoeld in het eerste lid, 2° tot 14°, worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Hun mandaat duurt drie jaar; het is vernieuwbaar".

.../...

Artikel 7.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 7.-

Bij de Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen wordt een technisch comité van het hotelwezen opgericht dat bestaat uit :

- de vier vertegenwoordigers ... (voorts zoals in artikel 7 van het ontwerp) ... ;
- de vier ... (voorts zoals in artikel 7 van het ontwerp) ... ;
- de drie vertegenwoordigers ... (voorts zoals in artikel 7 van het ontwerp) ... ; ".

Artikel 8.

Voor dit artikel wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 8.-

Bij de Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen wordt een gemengde commissie van beroep voor het hotelwezen opgericht, die bestaat uit :

.../...

1° de secretaris-generaal van het departement tot welks bevoegdheid het toerisme behoort, die van rechtswege voorzitter van de gemengde commissie is ;

2° de commissaris-generaal voor toerisme ;

3° een vertegenwoordiger van het Nationaal verbond van het Belgisch hotelbedrijf ;

4° een vertegenwoordiger van de Nationale federatie van de beroepsverenigingen van herbergiers, hotel- en restauratiehouders van België ;

5° een vertegenwoordiger van de beroepsorganisaties der werknemers van het hotelbedrijf.

Elk van de in het eerste lid, 3°, 4° en 5°, bedoelde personen, heeft een plaatsvervanger. Die personen en hun plaatsvervanger worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, op de voordracht, door ieder der onderscheidenlijk betrokken instellingen, van een lijst van twee kandidaten voor het ambt van gewoon lid en een lijst van twee kandidaten voor het ambt van plaatsvervangend lid.

De mandaten duren drie jaar ; zij zijn vernieuwbaar.

Op de vergaderingen kan de voorzitter zich door een door hem gekozen gemachtigde, de commissaris-generaal voor toerisme door zijn adjunct doen vervangen. De leden van de commissie kunnen zich laten bijstaan door deskundigen, die raadgevende stem hebben.

.../...

Artikel 9.

De volgende lezing wordt voor artikel 9 voorgesteld :

"Artikel 9.-

De Hoge Raad voor sociaal toerisme bestaat uit :

1° een voorzitter en twee ondervoorzitters, door Ons benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort ;

2° de voorzitters van beide afdelingen van de Hoge Raad voor volksopleiding ;

3° de twee ondervoorzitters van de Hoge Raad voor toerisme en hotelwezen ;

4° een ambtenaar van het Bestuur van het vervoer ;

5° drie leden onderscheidenlijk benoemd op de voordracht van de Minister van Arbeid en Tewerkstelling of van de Minister van Sociale Voorzorg, van de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur en van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin ;

6° twaalf leden, onderscheidenlijk voor de helft benoemd op de voordracht van de verenigingen voor volkstoerisme die op initiatief of door toedoen van de twee als representatief erkende vakorganisaties voor arbeiders opgericht werden ;

7° drie leden benoemd op de voordracht van de representatieve vakorganisaties voor bedienden ;

8° drie leden benoemd op de voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties.

.../...

De personen bedoeld in het eerste lid, 4° tot 8°, worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort. Zij worden derwijze gekozen dat ieder taalgebied op billijke wijze vertegenwoordigd is.

Het mandaat van de voorzitter, van beide ondervoorzitters en van de in het eerste lid, 4° tot 8°, bedoelde leden, duurt drie jaar; het is vernieuwbaar".

\+

\+ +

Artikel 10.

Aangezien de hier bedoelde instelling reeds bestaat, beveelt de Raad van State de volgende tekst aan :

"Artikel 10.-

Er is een comité voor coördinatie van de Hoge Raden. Het heeft tot opdracht de werkzaamheden van die raden te volgen en, na hun advies te hebben ingewonnen, de kwesties die tegelijk tot beider opdracht behoren, te onderzoeken.

Het comité voor coördinatie bestaat uit :

1° de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort;

2° de voorzitters en ondervoorzitters van beide Hoge Raden;

3° de commissaris-generaal voor toerisme of zijn adjunct.

Artikel 11.

De woorden "en van de ondergeschikte raden" vervange men door "en van de gewestelijke raden".

Artikel 12.

De woorden "de adjunct-commissaris-generaal" vervange men door "zijn adjunct".

Artikel 13.

Een betere lezing voor het eerste lid van dit artikel ware :

"Artikel 13.-

De raden en comités kunnen een of meer technische commissies met de studie van speciale vraagstukken belasten. De voorzitter en de leden van die commissies worden gekozen uit de betrokken raad of het betrokken comité".

Artikel 14.

Men schrappe het woord "normaal".

.../...

Artikel 15.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 15.-

De Hoge Raden en de gewestelijke raden stellen een huishoudelijk reglement op; zij leggen het ter goedkeuring voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort".

Artikel 16.

In het tweede lid van dit artikel schrappe men de woorden "stemmen niet doch"; immers om vast te stellen of alle aanwezige leden een "eenparige wens uitdrukken", moeten de leden noodzakelijk worden geteld.

Artikel 17.

In het tweede lid van de Franse tekst vervange men de woorden "ils ont le droit" door "ils ont droit".

Inzake terugbetaling van reiskosten, houde men zich aan de bestaande regelen of stelle men er, in voorkomend geval, nieuwe vast om aan te geven op welke grondslagen die kosten worden terugbetaald.

.../...

Artikel 19.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 19.-

Het koninklijk besluit van 26 januari 1939 houdende oprichting van een commissariaat-generaal voor toerisme, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1951, 6 november 1953, 11 januari 1955 en 3 oktober 1960 wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.